

de modifier les méthodes premières et de rendre au citoyen, à même de remplir son rôle, l'indépendance nécessaire à l'exercice de ses droits et de ses devoirs. On peut regretter ce mouvement nouveau, mais on ne saurait le nier, et il serait puéril de vouloir l'arrêter : on ne remonte pas un torrent. Notre population française, intelligente, instruite, capable de remplir ses devoirs, demande à avoir l'entière indépendance politique à laquelle elle a droit. Depuis cinquante ans, les Papes ont reconnu le bien fondé de ces aspirations populaires et ont défendu solennellement au clergé de se mêler de politique. Le temps est venu d'observer, au Canada comme en Europe, les prescriptions pontificales. En réclamant la stricte observation de ces règles, nous avons autant le souci de notre religion que celui de nos libertés, car la religion ne peut que souffrir d'être mêlée aux débats de nos intérêts matériels ; c'est la compromettre, c'est l'exposer à des réactions regrettables, pénibles. Est-ce donc être irréligieux que de demander la stricte observance des instructions du Souverain Pontife ? Les vrais ennemis de la religion sont ceux qui, consciemment ou inconsciemment, la compromettent en la mêlant à l'ordre politique." En deux mots, le clergé s'ingère indûment dans l'ordre politique quand il attaque le libéralisme ; nous pouvons garder notre libéralisme sans cesser d'être catholiques. Hypocrisie !

Où encore : "Nous gardons un grand *respect* pour les prêtres, même alors que nous ne leur obéissons pas. Oui, nous leur obéissons toujours dans les *choses religieuses* ; mais nous ne leur devons aucune obéissance dans les *choses politiques* ; car Dieu leur a confié l'ordre *spirituel*, mais a laissé aux laïques l'ordre *temporel*. Le Pape et les évêques peuvent nous enseigner qu'il y a en Dieu une seule nature et trois personnes, que le Père a engendré son Fils de toute éternité, que le Père et le Fils ont produit le Saint-Esprit : nous le croirons de tout notre cœur. Les prêtres peuvent nous dire qu'il y a sept sacrements, que le baptême et la pénitence remettent les péchés, qu'il faut être en état de grâce pour recevoir les autres sacrements ; nous sommes prêts à donner notre vie pour ces vérités. Mais si les prêtres, si les évêques, si le Pape lui-même viennent nous dire ce qu'il faut faire dans l'ordre politique, nous ne nous croyons pas obligés de leur obéir. Cependant, en ce cas-là même, nous n'oublions pas qu'ils sont nos pères selon l'esprit, que le domaine qui leur est confié est supérieur à la politique ; nous professons pour eux le plus grand *respect*. Mais encore une fois, nous nous dispensons de leur donner, dans l'ordre politique, une obéissance que nous ne leur devons pas". Comme si l'Eglise s'immisçait indûment dans les questions d'ordre purement temporel ; comme si ce que les libéraux appellent *questions politiques*